



République Islamique de Mauritanie

Honneur - Fraternité - Justice

Ministère des Finances

**Direction Générale du Trésor et
de la Comptabilité Publique**

**RAPPORT SUR LES OPÉRATIONS
FINANCIÈRES DE L'ÉTAT
PREMIER SEMESTRE 2026**

Juillet 2026

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	6
1. RECETTES	8
1.1 Recettes fiscales	8
1.1.1. Principales réalisations	9
1.1.2. Répartition par nature fiscale	9
1.2 Recettes non fiscales	11
1.3 Recettes des hydrocarbures	12
2. DÉPENSES & PRÊTS NETS	14
2.1 Dépenses courantes	14
2.2 Dépenses d'équipement	15
2.2.1.1 Enseignement	17
2.2.1.2 Action et protection sociale	18
2.2.1.3 Affaires économiques	18
2.2.1.4 Services publics généraux	18
2.2.1.5 Aménagements collectifs et logements	19
2.2.1.6 Affaires islamiques, culture et loisirs	19
2.2.1.7 Ordre et sécurité publique	19
2.2.1.8 Protection de l'environnement	19
2.2.1.9 Santé	20
2.2.2 Dépenses d'investissement sur financement extérieur	21
2.2.2.1 Développement rural	21
2.2.2.2 Développement industriel	21
2.2.2.3 Aménagement du territoire	21
2.2.2.4 Ressources humaines	22
2.2.2.5 Développement institutionnel	22
2.2.2.6 Projets multisectoriels	22
2.3 Classification fonctionnelle des dépenses	23
3. SOLDES	24
4. FINANCEMENT	26
4.1 Financement intérieur	27
4.2 Financement extérieur	27
5. CONCLUSION	28
ANNEXE 1 : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT — JANVIER À JUIN 2026	29
ANNEXE 2 : VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES PAR FONCTION (CFAP)	34
ANNEXE 3 : DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SUR FINANCEMENTS EXTÉRIEURS	38

Index des Graphiques

Graphique 1 : Répartition des recettes de l'État S1 2026	8
Graphique 2 : Prévisions et réalisations des recettes fiscales S1 2026	9
Graphique 3 : Réalisations des recettes fiscales par nature	10
Graphique 4 : Évolution mensuelle des principaux postes de recettes fiscales S1 2026	11
Graphique 5 : Réalisations des recettes non fiscales	12
Graphique 6 : Répartition des recettes non fiscales S1 2026	12
Graphique 7 : Évolution mensuelle des dépenses	14
Graphique 8 : Dépenses courantes	15
Graphique 9 : Dépenses d'investissement	16
Graphique 10 : Évolution mensuelle du solde de base hors pétrole et dons	24
Graphique 11 : Comparaison des différents soldes budgétaires — S1 2025 / S1 2026 / LF 2026	25
Graphique 12 : Financement — Comparaison S1 2025 / S1 2026 / LF 2026	26
Graphique 13 : Évolution du solde CUT-BCM (S1 2026)	27

Index des Tableaux

Tableau 1: Réalisation des recettes de l'État S1 2026	8
Tableau 2: Réalisation des recettes fiscales S1 2026	9
Tableau 3: Réalisation des recettes fiscales par nature S1 2026	10
Tableau 4: Réalisation des recettes non fiscales S1 2026	11
Tableau 5 : Recettes des hydrocarbures S1 2026	13
Tableau 6: Dépenses courantes S1 2026	14
Tableau 7: Dépenses d'investissement S1 2026	15
Tableau 8 Ventilation des dépenses d'investissement par fonction principale S1 2026	17
Tableau 9 Ventilation des dépenses « Enseignement » S1 2026	18
Tableau 10 Dépenses de la fonction « Affaires économiques » S1 2026	18
Tableau 11 Dépenses des Services Publics Généraux S1 2026	19
Tableau 12 Ventilation des dépenses « Affaires islamiques, culture et loisirs » S1 2026	19
Tableau 13 Dépenses de l'Ordre et de la sécurité publique S1 2026	19
Tableau 14 Ventilation des dépenses « Santé » S1 2026	20
Tableau 15 Développement Rural	21
Tableau 16 : Développement Industriel	21
Tableau 17: Aménagement du Territoire	22
Tableau 18: Ressources Humaines	22
Tableau 19: Développement institutionnel	22
Tableau 20: Projets multisectoriels	23
Tableau 21 Répartition des dépenses par fonction principale S1 2026	23
Tableau 22: Soldes budgétaires S1 2026	24
Tableau 23: Financement S1 2026	26

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BCM	: BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE
BIC	: BÉNÉFICE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
BNC	: BÉNÉFICE NON COMMERCIAL
CAS	: COMPTE D'AFFECTATION SPÉCIALE
CUT	: COMPTE UNIQUE DU TRÉSOR
FMI	: FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
FNRH	: FONDS NATIONAL DES REVENUS DES HYDROCARBURES
GTA	: GRAND TORTUE AHMEYIM (projet gazier)
IDA	: INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION
IMF	: IMPÔT MINIMUM FORFAITAIRE
IRCM	: IMPÔT SUR LE REVENU DES CAPITAUX MOBILIERS
ITS	: IMPÔTS SUR LES TRAITEMENTS ET SALAIRES
LF	: LOI DE FINANCES
LFR	: LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE
MDS	: MILLIARDS
MRU	: OUGUIYA MAURITANIEN (nouvelle monnaie)
PIB	: PRODUIT INTÉRIEUR BRUT
RSI	: RETENUE SUR SALAIRES ET IMPÔTS (le cas échéant)
SNIM	: SOCIÉTÉ NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIÈRE
TOFE	: TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT
TVA	: TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

AVANT-PROPOS

Le Ministère chargé des finances établit, à l'attention de l'Assemblée nationale, à la fin de chaque semestre un rapport sur l'exécution du budget de l'État, retraçant les dépenses, les recettes et leur résultante globale : le solde du budget général, tout en mettant l'accent sur les dépenses d'investissement durant la période concernée.

Ce rapport présente une vision synthétique de l'exécution du budget de l'État et permet d'évaluer les résultats observés par rapport à la même période de l'année 2025. Il permet également d'apprécier l'évolution de l'ensemble des facteurs qui contribuent à la formation du solde budgétaire de l'État.

Le présent rapport est élaboré sur la base :

- Des statistiques des finances publiques, agrégées dans le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), qui est publié mensuellement sur le site internet de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique www.tresor.mr.
- De la situation d'exécution budgétaire suivant la nomenclature fonctionnelle des dépenses.
- De la situation mensuelle des dépenses d'investissement sur financements extérieurs.

Cette initiative résulte d'une volonté d'ouverture et s'inscrit dans le cadre de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques, contribuant à renforcer la compréhension de l'exécution du budget de l'État au niveau du grand public, et permettant à l'ensemble des acteurs concernés par la situation budgétaire du pays de se tenir informés de l'évolution mensuelle de la situation des finances publiques.

INTRODUCTION

Le premier semestre 2026 s'inscrit dans un environnement économique international encore incertain, marqué par la persistance des effets de la guerre en Ukraine, la volatilité des cours des matières premières et les tensions affectant les marchés de l'énergie et les chaînes d'approvisionnement. La crise des carburants liée aux tensions dans le détroit d'Ormuz a notamment renforcé les risques sur les coûts de transport, de production et d'importation. Dans ce contexte exigeant, les pouvoirs publics mauritaniens ont poursuivi une politique budgétaire visant à préserver les équilibres macroéconomiques, à soutenir l'activité et à maintenir l'effort d'investissement nécessaire au développement des infrastructures et des services publics.

Sur le plan national, l'année 2026 constitue une étape importante de la transformation économique et budgétaire du pays. Elle est caractérisée, d'une part, par la montée en puissance progressive de la production gazière du projet Grand Tortue Ahmeyim (GTA), susceptible d'élargir durablement la base des recettes publiques, et, d'autre part, par la mise en oeuvre du premier budget entièrement préparé selon l'approche du budget-programme. Cette évolution renforce le lien entre les crédits mobilisés, les politiques publiques poursuivies et les résultats attendus, tout en améliorant la lisibilité, la responsabilisation des gestionnaires et l'évaluation de la performance de la dépense publique.

Selon les hypothèses retenues dans la Loi de Finances 2026 et les communications officielles du Gouvernement, la croissance économique nationale est attendue autour de 5,1 % en 2026, contre 4,1 % en 2025. Cette progression devrait être soutenue par le développement du secteur gazier, la reprise des industries extractives, le dynamisme de l'agriculture et la poursuite des investissements publics. Dans le même temps, l'inflation devrait continuer à se modérer. Sur cette base, la Loi de Finances Initiale 2026 a fixé les ressources du budget de l'État à 128,79 Milliards MRU, hors financement du déficit, et les charges budgétaires à 132,18 Milliards MRU.

À mi-parcours de l'exercice, l'exécution budgétaire fait apparaître un solde global excédentaire de 4,54 Milliards MRU, dons compris, contre un excédent de 2,64 Milliards MRU au premier semestre 2025. Les recettes totales et dons ont atteint 63,61 Milliards MRU, correspondant à 49,4 % des prévisions annuelles et à une progression de 24,7 % par rapport à la même période de 2025. Cette évolution repose principalement sur la bonne tenue des recettes fiscales, qui se sont établies à 46,47 Milliards MRU, soit 54,6 % de l'objectif annuel. Parallèlement, les dépenses et prêts nets se sont élevés à 59,07 Milliards MRU, représentant 44,7 % des crédits prévus et une hausse de 22,2 % en glissement annuel. Ces résultats traduisent une mobilisation soutenue des ressources et une exécution des dépenses encore globalement contenue au terme du semestre.

Le présent rapport analyse l'exécution des recettes, des dépenses, des soldes budgétaires et des opérations de financement de l'État au cours de la période allant de janvier à juin 2026. Les réalisations sont comparées, d'une part, aux prévisions de la Loi de Finances 2026 et, d'autre part, aux résultats observés au premier semestre 2025. Cette double lecture permet d'apprécier à la fois le niveau d'avancement de l'exécution annuelle et l'évolution de la situation budgétaire d'une année sur l'autre. Les taux d'exécution doivent toutefois être interprétés avec prudence, car ils ne

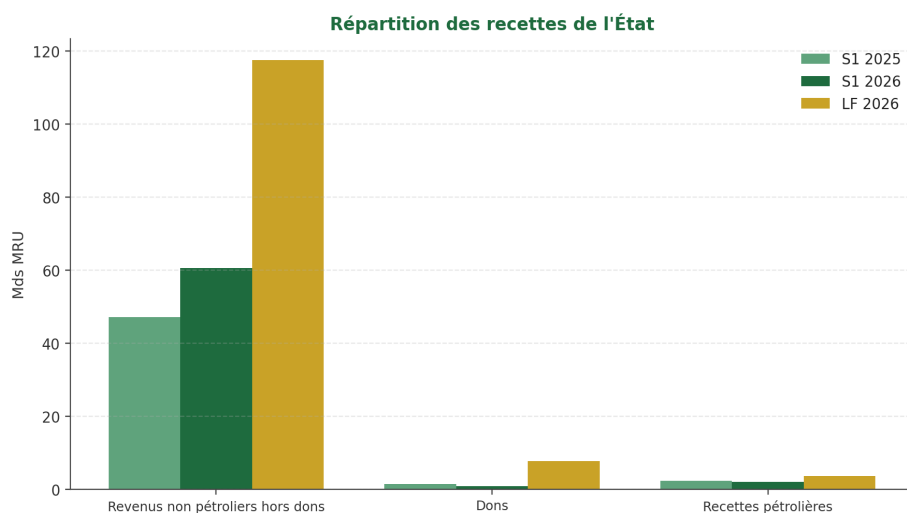
reflètent pas nécessairement la saisonnalité du recouvrement des recettes, le calendrier des appels de fonds, ni le rythme des engagements et des paiements.

Une attention particulière est accordée aux dépenses d'investissement, compte tenu de leur rôle structurant dans la croissance, l'amélioration de l'offre de services publics et la réduction des disparités territoriales. Le rapport présente ainsi une analyse sectorielle fondée sur la Classification des Fonctions des Administrations Publiques (CFAP). Cette nomenclature ventile les dépenses selon les objectifs socio-économiques poursuivis par les administrations publiques et offre un cadre de comparaison conforme aux standards internationaux.

Enfin, il convient de distinguer les bases comptables utilisées, les dépenses d'investissement sur financement intérieur s'élèvent à 21,48 Milliard MRU selon la classification fonctionnelle établie sur une base d'ordonnancement, contre 18,18 Milliards MRU dans le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), qui repose sur une base de paiement. La lecture des résultats présentés dans le rapport doit donc tenir compte de la source, du périmètre et de la base d'enregistrement propres à chaque tableau.

1. RECETTES

Les recettes de l'État, au terme du premier semestre 2026, ont atteint 63,61 Milliards MRU sur une prévision de 128,79 Milliards MRU (LF2026), soit un taux de réalisation de 49,4% et une évolution de 24,7% par rapport au premier semestre 2025 (S1 2025).



Graphique 1 : Répartition des recettes de l'État S1 2026

Tableau des opérations financières de l'État	S1 2025	S1 2026	LF 2026	Tx Ex.	Tx Évo.
Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)	51,00	63,61	128,79	49,4%	24,7%
Revenus non pétroliers et dons	48,65	61,50	125,19	49,1%	26,4%
Revenus non pétroliers hors dons	47,11	60,59	117,47	51,6%	28,6%
Recettes fiscales	35,00	46,47	85,14	54,6%	32,8%
Recettes non fiscales	13,92	14,99	22,83	65,7%	7,7%
Dons	1,54	0,91	7,72	11,8%	-40,9%
Recettes pétrolières	2,34	2,11	3,60	58,6%	-9,9%

Tableau 1: Réalisation des recettes de l'État S1 2026

Les recettes totales et dons progressent fortement entre le S1-2025 et le S1-2026, atteignant 63,6 Mds MRU contre 51,0 Mds MRU sur la période comparable. Le taux d'exécution par rapport à la LF2026 s'établit à 49,4 %, un rythme conforme, voire légèrement supérieur, à la saisonnalité budgétaire de mi-exercice. Cette dynamique traduit une amélioration continue du recouvrement fiscal et une meilleure mobilisation des recettes internes, dans un contexte de montée en puissance de la production gazière.

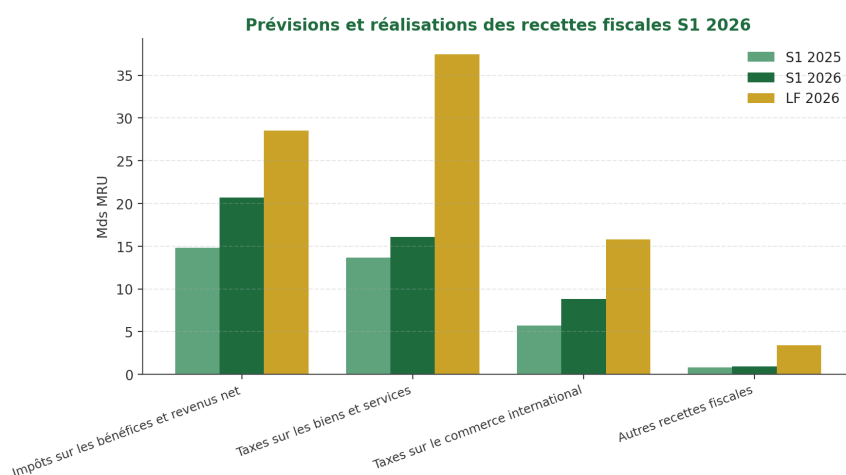
1.1 Recettes fiscales

Au titre du premier semestre 2026, les recettes fiscales ont atteint 46,47 Milliards MRU sur une prévision de base de 85,14 Milliards MRU, soit une réalisation de 54,6% des objectifs de la Loi de Finances. Elles ont connu une progression de plus de 11,47 Milliards MRU par rapport à leur niveau à la même période de l'année dernière.

1.1.1. Principales réalisations

Libellé	S1 2025	S1 2026	LF 2026	Tx Ex.	Tx Évo.
Impôts sur les bénéfices et revenus net	14,84	20,67	28,51	72,5%	39,3%
Taxes sur les biens et services	13,63	16,09	37,44	43,0%	18,0%
Taxes sur le commerce international	5,72	8,81	15,81	55,7%	53,9%
Autres recettes fiscales	0,80	0,90	3,38	26,6%	12,7%

Tableau 2: Réalisation des recettes fiscales S1 2026



Graphique 2 : Prévisions et réalisations des recettes fiscales S1 2026

- Les impôts sur les bénéfices et revenus nets ont atteint 20,67 Milliards MRU, soit 72,5 % des prévisions de la LF2026 (28,51 Mds MRU), et une progression de 39,3 % par rapport au premier semestre de l'année dernière (14,84 Mds MRU) — portée notamment par un pic exceptionnel du BIC extractif en mars.
- Les taxes sur les biens et services ont culminé à 16,09 Milliards MRU, soit 43,0 % des prévisions (37,44 Mds MRU) et une augmentation de 18,0 % par rapport à la même période de l'année dernière (13,63 Mds MRU).
- Les taxes sur le commerce international ont été réalisées à hauteur de 8,81 Milliards MRU, soit 55,7 % des objectifs de la LF2026 (15,81 Mds MRU) et une progression de 53,9 % par rapport au premier semestre de l'année dernière (5,72 Mds MRU).
- Les autres recettes fiscales se sont situées à 0,90 Milliards MRU, exécutées à 26,6 % des prévisions (3,38 Mds MRU), en progression de 12,7 % par rapport à la même période de l'année dernière (0,80 Mds MRU).

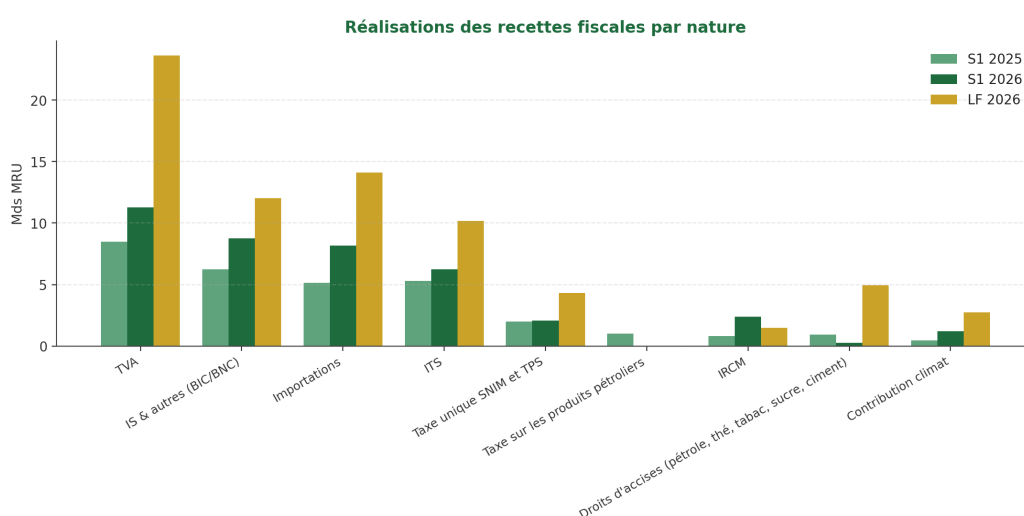
1.1.2. Répartition par nature fiscale

La bonne performance des recettes fiscales a été notée particulièrement au niveau des réalisations pour la TVA, les impôts sur les bénéfices (BIC/BNC) et les taxes sur le commerce international.

Rapport sur les Opérations Financières de l'État — 1er Semestre 2026

Libellé	S1 2025	S1 2026	LF 2026	Tx Ex.	Tx Évo.
TVA	8,50	11,29	23,63	47,8%	32,9%
IS & autres (BIC/BNC)	6,26	8,74	12,04	72,6%	39,7%
Droits de douanes	5,14	8,17	14,12	57,8%	58,8%
ITS	5,30	6,23	10,18	61,2%	17,5%
Taxe unique SNIM et TPS	1,99	2,09	4,33	48,3%	5,3%
Taxe sur les produits pétroliers	1,01	0,00	0,00	-	-100,0%
IRCM	0,80	2,39	1,50	159,3%	199,5%
Droits d'accises (pétrole, thé, tabac, sucre, ciment)	0,93	0,25	4,93	5,2%	-72,5%
Contribution climat	0,47	1,20	2,76	43,6%	154,0%

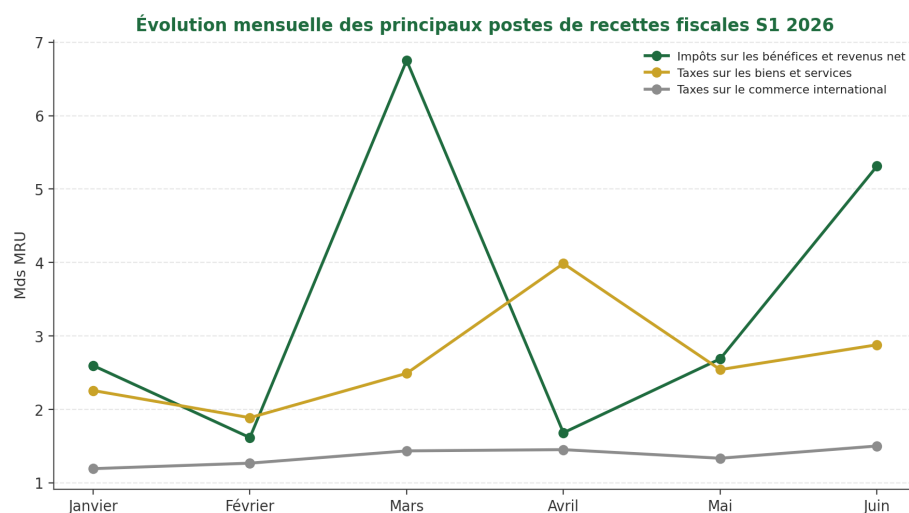
Tableau 3: Réalisation des recettes fiscales par nature S1 2026



Graphique 3 : Réalisations des recettes fiscales par nature

La TVA demeure la principale source de mobilisation, avec un rendement de 11,29 Mds MRU contre 8,50 Mds MRU à la même période en 2025, soit une progression de 32,9 %. Les impôts sur les sociétés (BIC/BNC) enregistrent également une performance remarquable, passant de 6,26 à 8,74 Mds MRU (+39,7 %), avec un taux d'exécution supérieur à 72 % de l'objectif annuel.

Les taxes sur les importations progressent de 58,8 % (5,14 à 8,16 Mds MRU), confirmant la vitalité des échanges commerciaux et l'amélioration du recouvrement douanier. L'IRCM affiche une performance exceptionnelle (+199 %), portée par un encaissement extractif ponctuel de 1,05 Mds MRU en mars, et dépasse déjà, à mi-année, la totalité de la prévision annuelle de la LF2026 (1,5 Mds MRU) — un point à signaler à l'attention des services compétents. À l'inverse, la taxe sur les produits pétroliers, reclassée en 2026 au profit de la contribution climat (nouvellement instaurée, +153,9 % à 1,20 Mds MRU), n'apparaît plus dans le périmètre des recettes fiscales générales.



Graphique 4: Évolution mensuelle des principaux postes de recettes fiscales S1 2026

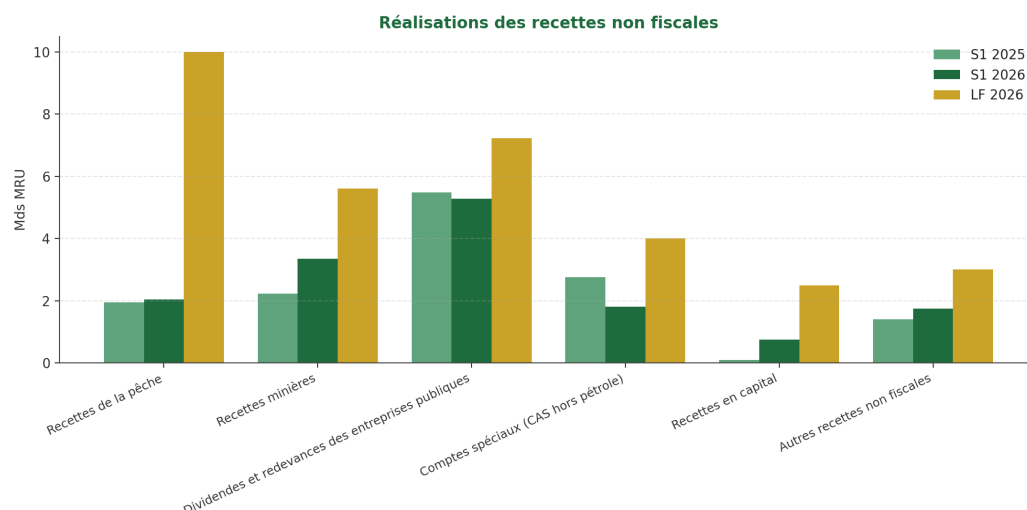
Les taxes sur les bénéfices et revenus nets ont montré une évolution irrégulière tout au long de la période avec un pic marqué au mois de mars (6,75 Mds MRU), lié à l'encaissement exceptionnel du BIC et de l'IRCM extractifs. Les taxes sur les biens et services ont connu une fluctuation avec un pic au mois d'avril (3,99 Mds MRU). Les taxes sur le commerce international ont connu une progression quasi continue tout au long du semestre, atteignant 1,50 Mds MRU en juin.

1.2 Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont atteint, au premier semestre 2026, un montant de 14,99 Milliards MRU, soit un taux de réalisation de 65,7 % des prévisions de l'année (22,83 Mds MRU) et une évolution de 7,7 % par rapport à la même période de l'année précédente (13,92 Mds MRU).

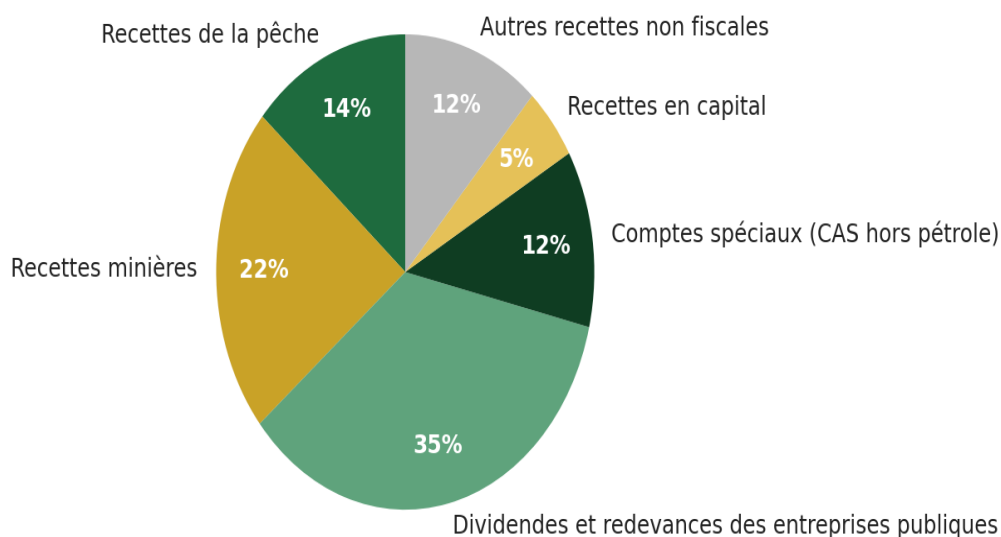
Libellé	S1 2025	S1 2026	LF 2026	Tx Ex.	Tx Évo.
Recettes de la pêche	1,95	2,05	10,00	20,5%	4,7%
Recettes minières	2,23	3,35	5,60	59,9%	50,4%
Dividendes et redevances des entreprises publiques	5,49	5,29	7,23	73,1%	-3,7%
Comptes spéciaux (CAS hors pétrole)	2,76	1,81	4,00	45,2%	-34,4%
Recettes en capital	0,09	0,74	2,50	29,8%	726,7%
Autres recettes non fiscales	1,41	1,75	3,00	58,5%	24,8%

Tableau 4: Réalisation des recettes non fiscales S1 2026



Graphique 5: Réalisations des recettes non fiscales

Répartition des recettes non fiscales S1 2026



Graphique 6 : Répartition des recettes non fiscales S1 2026

- Les recettes minières ont enregistré une forte hausse (+50,4 %) par rapport au premier semestre de l'année dernière, atteignant 3,35 Milliards MRU, soit déjà 60 % des objectifs annuels — tirées par le doublement des redevances (royalties).
- Les recettes en capital ont été multipliées par plus de huit, passant de 0,09 à 0,74 Milliards MRU, portées presque intégralement par les ventes de terrain.
- Les dividendes et redevances des entreprises publiques se sont établis à 5,29 Milliards MRU, en léger repli (-3,7 %) par rapport au premier semestre 2025, mais représentent toujours le premier poste des recettes non fiscales.
- Les recettes des comptes spéciaux (CAS hors pétrole) se sont situées à 1,81 Milliards MRU, en retrait de 34,4 % par rapport au premier semestre 2025.
- Les recettes de la pêche sont restées quasi stables à 2,05 Milliards MRU (+4,7 %), pour un taux d'exécution encore modéré (20,5 %) au regard de l'objectif annuel.

1.3 Recettes des hydrocarbures

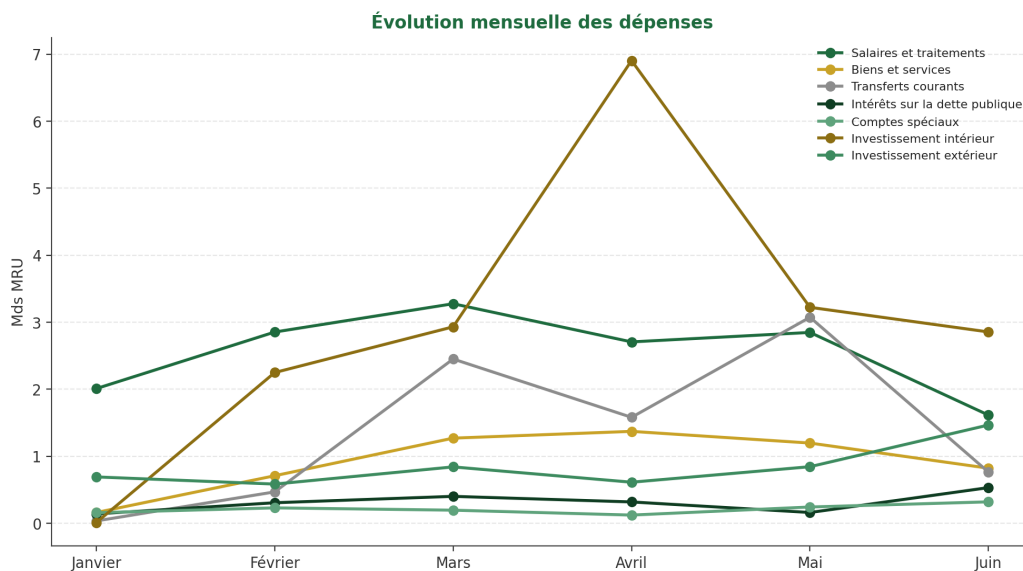
Les recettes pétrolières et gazières se sont élevées à 2,11 Milliards MRU au premier semestre 2026, en léger repli (-9,9 %) par rapport à la même période de l'année dernière (2,34 Mds MRU), pour un taux d'exécution de 58,6 % de la prévision annuelle (3,6 Mds MRU). Cette évolution recouvre une baisse de la composante fiscale (-51,9 %, à 0,87 Mds MRU) compensée par une forte progression de la composante non fiscale (+130,6 %, à 1,24 Mds MRU), en lien avec la montée en puissance du projet gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA).

Libellé	S1 2025	S1 2026	LF 2026	Tx Ex.	Tx Évo.
Recettes pétrolières et gazières	2,34	2,11	3,60	58,6%	-9,9%
Recettes fiscales (hydrocarbures)	1,80	0,87	0,00	-	-51,9%
Recettes non fiscales (hydrocarbures)	0,54	1,24	3,60	34,5%	130,6%

Tableau 5 : Recettes des hydrocarbures S1 2026

2. DÉPENSES & PRÊTS NETS

Les dépenses et prêts nets, au titre du premier semestre 2026, ont atteint 59,07 Milliards MRU. Ils ont connu une évolution de 22,2 % par rapport au premier semestre de l'année dernière (48,35 Mds MRU). Sur une prévision de 132,18 Milliards MRU (LF2026), leur taux de réalisation s'est élevé à 44,7 % de l'objectif annuel.



Graphique 7: Évolution mensuelle des dépenses

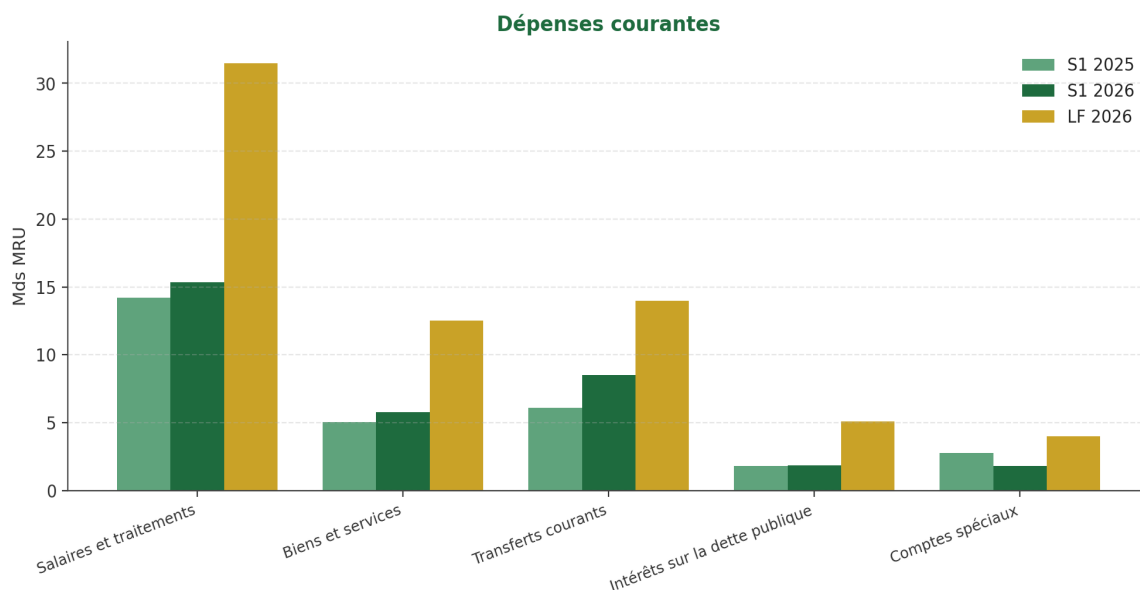
La représentation ci-dessus permet d'apprécier le rythme des principales rubriques de dépenses au premier semestre 2026 : les transferts courants et l'investissement domestique affichent la plus forte amplitude, avec un pic notable en avril, tandis que les salaires et traitements suivent une trajectoire plus régulière autour de 2,5 à 2,9 Mds MRU par mois.

2.1 Dépenses courantes

Les dépenses courantes se sont établies, au cours de la première moitié de l'année, à 35,73 Milliards MRU pour une prévision annuelle de 70,08 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 51,0% et une progression de 13,0% par rapport à leur niveau du premier semestre de l'année précédente.

Libellé	S1 2025	S1 2026	LF 2026	Tx Ex.	Tx Évo.
Salaires et traitements	14,23	15,35	31,50	48,7%	7,9%
Biens et services	5,06	5,76	12,50	46,1%	13,9%
Transferts courants	6,12	8,50	14,00	60,7%	39,1%
Intérêts sur la dette publique	1,82	1,86	5,08	36,7%	2,5%
Comptes spéciaux	2,76	1,81	4,00	45,2%	-34,4%

Tableau 6: Dépenses courantes S1 2026



Graphique 8: Dépenses courantes

- Les traitements et salaires ont été réalisés à hauteur de 15,35 Milliards MRU sur une prévision annuelle de 31,5 Mds MRU, soit une réalisation de 48,7 % et une progression maîtrisée de 7,9 % par rapport à la même période de l'année dernière (14,23 Mds MRU).
- Les dépenses de biens et services ont été réalisées à 46,1 % des prévisions annuelles (12,5 Mds MRU), s'élevant à 5,76 Milliards MRU (+13,9 % par rapport au S1 2025).
- Les transferts courants se sont situés à 8,50 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 60,7 % de l'objectif annuel (14,0 Mds MRU) — la plus forte progression du poste, à +39,1 % par rapport au premier semestre de l'année dernière.
- Les intérêts de la dette publique, exécutés à hauteur de 36,7 %, se sont chiffrés à 1,86 Milliards MRU, en quasi-stabilité par rapport à leur niveau de l'année dernière (+2,5 %).
- Les dépenses des comptes spéciaux ont atteint 1,81 Milliards MRU sur une prévision annuelle de 4,0 Mds MRU, soit un taux de réalisation de 45,2 % et un recul de 34,4 % par rapport à leur niveau du 30 juin 2025.

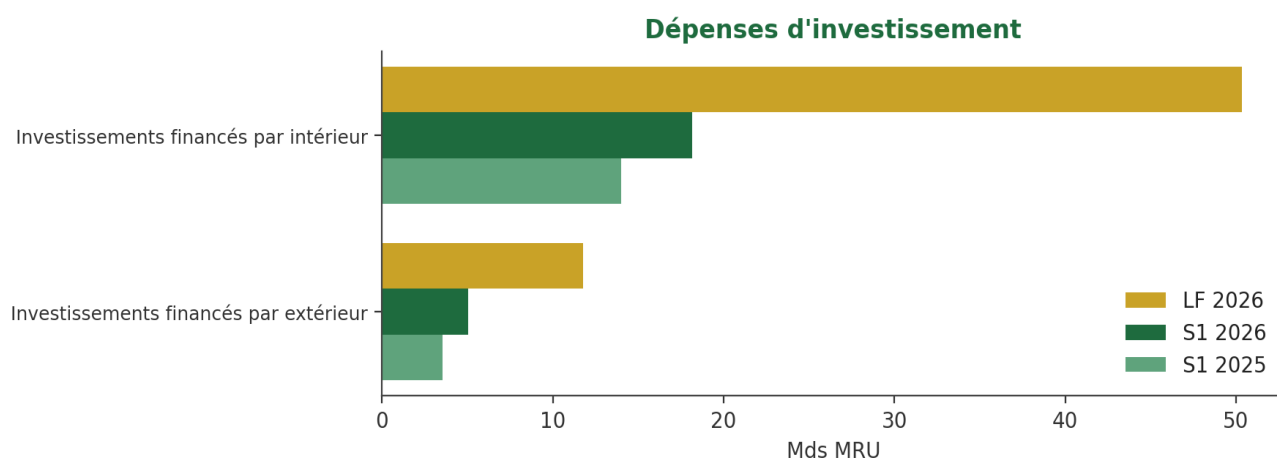
2.2 Dépenses d'équipement

Les dépenses d'équipement, au titre du premier semestre 2026, ont atteint 23,22 Milliards MRU sur une prévision annuelle de 62,10 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 37,4%. Par rapport à la même période de l'année dernière, les investissements ont connu une progression de l'ordre de 5.68 Milliards MRU (+32,4%).

Elles se composent de dépenses réalisées sur financement intérieur (part de 78 %) et de dépenses réalisées sur financement extérieur (22 %).

Libellé	S1 2025	S1 2026	LF 2026	Tx Ex.	Tx Évo.
Investissements financés par extérieur	3,54	5,05	11,77	42,9%	42,6%
Investissements financés par intérieur	14,01	18,18	50,33	36,1%	29,8%

Tableau 7: Dépenses d'investissement S1 2026



Graphique 9 : Dépenses d'investissement

Les dépenses sur financement intérieur ont été exécutées à hauteur de 18,18 Milliards MRU sur une prévision annuelle de 50,33 Milliards MRU, soit un taux d'exécution de 36,1 %, en progression de 29,8 % par rapport au premier semestre 2025. Les dépenses sur financement extérieur ont atteint 5,05 Milliards MRU sur un objectif annuel de 11,77 Milliards MRU (taux de réalisation de 42,9 %), en hausse de 42,5 % par rapport à leur niveau du 30 juin 2025.

2.2.1 Dépenses d'investissement sur financement intérieur

Durant le premier semestre 2026, l'État a maintenu un effort soutenu en matière de dépenses d'investissement, dans un contexte international marqué par les répercussions de la guerre en Ukraine et par la crise des carburants liée aux tensions dans le détroit d'Ormuz, en marge de sa politique générale visant à redynamiser l'économie nationale et à doter le pays des infrastructures nécessaires à son développement.

Compte tenu du poids structurant des dépenses d'investissement dans la dynamique de croissance, cette partie du rapport restitue, pour le premier semestre 2026, les dépenses d'investissement effectivement payées à travers une analyse sectorielle conforme à la Classification des Fonctions des Administrations Publiques (CFAP, ou COFOG en anglais), qui suppose une ventilation détaillée des dépenses par fonction, ou objectifs socioéconomiques poursuivis par les administrations publiques. Cette nomenclature, élaborée par l'OCDE et décrite dans le Manuel de Statistiques des Finances Publiques (2001, chapitres 6.96 à 6.104), offre un cadre normatif de comparaison internationale des budgets des États.

Au cours de la période sous revue, les dépenses d'investissement sur financement intérieur se sont élevées à 21,48 Milliards MRU sur une base classification fonctionnelle (ordonnancement). L'écart de 3,30 Milliards MRU par rapport au montant figurant au TOFE (18,18 Milliards MRU — cf. Tableau 7) s'explique par une différence de méthode comptable : le TOFE retient une base « paiements », tandis que la classification fonctionnelle retient une base « ordonnancement ».

Ces dépenses sont réparties conformément à la ventilation CFAP au tableau suivant :

Libellé	Montant (MRU)
Affaires économiques	7 718 803 784,93
Enseignement	4 466 411 776,13
Action et protection sociale	3 636 367 786,08
Santé	1 469 048 591,48
Services publics généraux	1 376 397 058,13
Aménagements collectifs et logements	1 143 273 130,67
Ordre et sécurité publique	919 765 878,04
Défense	478 348 296,00
Affaires islamiques, culture et loisirs	156 777 105,44
Protection de l'environnement	112 321 424,50
Non classé	6 121 436,40
Total général	21 483 636 267,80

Tableau 8 Ventilation des dépenses d'investissement par fonction principale S1 2026

Trois fonctions concentrent à elles seules près des trois quarts de l'effort d'investissement : les affaires économiques (35,93 %), l'enseignement (20,79 %) et l'action et protection sociale (16,93 %). Les fonctions les plus significatives sont détaillées dans les sections suivantes.

2.2.1.1 Enseignement

L'investissement dans le secteur de l'éducation a atteint 4,47 Milliards MRU, soit 20,79 % des dépenses d'investissement du semestre. Ce montant n'inclut pas les dépenses exécutées sur le compte d'affectation spéciale du Programme National de Développement du Secteur Éducatif (PNDSE).

Libellé	Montant (MRU)
Enseignement du troisième degré	3 756 253 304,72
Enseignement n.c.a.	702 801 746,26
Enseignement non défini par le niveau	7 356 725,15
Total général	4 466 411 776,13

Tableau 9 Ventilation des dépenses « Enseignement » S1 2026

L'enseignement du troisième degré (enseignement supérieur) concentre à lui seul 84,10 % des dépenses de la fonction, avec 3,76 Milliards MRU, traduisant la priorité accordée au développement des capacités d'enseignement supérieur.

2.2.1.2 Action et protection sociale

Les dépenses de l'action et protection sociale se sont chiffrées à 3,64 Milliards MRU. Ce montant s'explique par le contexte particulier de l'année 2026, où le conflit russo-ukrainien est venu s'ajouter aux conséquences défavorables de la crise du détroit d'Ormuz, appelant des appuis ponctuels en faveur des populations les plus vulnérables.

Ces dépenses ont pour l'essentiel servi à appuyer les programmes de lutte contre la pauvreté et les séquelles de l'esclavage, ainsi que les programmes dédiés à la petite enfance, à la promotion féminine et à la famille.

2.2.1.3 Affaires économiques

Cette fonction principale regroupe l'ensemble des dépenses structurantes visant le développement des secteurs les plus importants de l'économie nationale. Avec 7,72 Milliards MRU exécutés au premier semestre 2026, elle représente 35,93 % du total des dépenses d'investissement, ce qui en fait la première fonction budgétaire de la période.

Libellé	Montant (MRU)
Industries extractives, industries de transformation, et bâtiments et travaux publics	4 916 476 097,88
Développement rural	1 894 622 629,32
Combustibles et énergie	493 238 476,13
Affaires économiques générales, affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	281 267 179,59
Affaires concernant la recherche et le développement économique	21 300 620,01
Autres activités commerciales, industrielles et artisanat	9 699 520,00
Total	7 616 604 522,93

Tableau 10 Dépenses de la fonction « Affaires économiques » S1 2026

La sous-fonction « Industries extractives, industries de transformation, et bâtiments et travaux publics », avec 4,91 Milliards MRU, constitue la principale composante de cette fonction. Elle recouvre notamment la réhabilitation ou la construction de bâtiments administratifs au niveau des wilayas, moughataas et arrondissements, ainsi que le règlement de décomptes relatifs à certains édifices publics.

La sous-fonction « Développement rural », deuxième poste avec 1,89 Milliard MRU, vise à assurer un accroissement soutenu de la production alimentaire et à renforcer la sécurité alimentaire sur l'ensemble du territoire national. Ses crédits sont répartis principalement entre les secteurs de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche.

2.2.1.4 Services publics généraux

Les dépenses de cette fonction regroupent les dépenses effectuées au niveau des organes centraux et déconcentrés de l'État. Elles ont atteint 1,38 Milliard MRU, soit 6,41 % des dépenses d'investissement du semestre.

Libellé	Montant (MRU)
Services généraux de l'administration	852 535 649,25
Services des affaires financières et budgétaires	264 183 172,38
Organes législatifs et exécutifs et affaires étrangères	241 164 520,54
Recherche fondamentale	12 792 763,96
Services publics généraux non classés ailleurs	5 720 952,00
Total général	1 376 397 058,13

Tableau 11 Dépenses des Services Publics Généraux S1 2026

La rubrique « Services généraux de l'administration » correspond essentiellement aux subventions du Fonds Régional de Développement (FRD) allouées aux communes. Pour ce qui est du fonctionnement des organes législatifs et exécutifs et des affaires étrangères, il s'agit pour l'essentiel de la contribution du gouvernement au programme d'appui à la décentralisation.

2.2.1.5 Aménagements collectifs et logements

Les dépenses de cette fonction ont atteint 1,14 Milliard MRU, soit 5,32 % des dépenses d'investissement totales, intégralement allouées à l'approvisionnement en eau potable.

2.2.1.6 Affaires islamiques, culture et loisirs

L'investissement au titre des affaires islamiques, de la culture et des loisirs a atteint 0,16 Milliard MRU, soit 0,73 % du total, réparti comme suit.

Libellé	Montant (MRU)
Service concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	71 486 250,00
Services concernant les affaires islamiques	48 676 427,74
Services concernant la culture	36 614 427,70
Total général	156 777 105,44

Tableau 12 Ventilation des dépenses « Affaires islamiques, culture et loisirs » S1 2026

2.2.1.7 Ordre et sécurité publique

Les dépenses liées à l'ordre et à la sécurité publique se sont établies à 0,92 Milliard MRU, soit 4,28 % du total.

Libellé	Montant (MRU)
Ordre et sécurité n.c.a.	626 696 878,05
Services de protection contre l'incendie	246 530 960,00
Services de la justice	33 442 951,00
Prisons	13 095 088,99
Total général	919 765 878,04

Tableau 13 Dépenses de l'Ordre et de la sécurité publique S1 2026

2.2.1.8 Protection de l'environnement

Les dépenses d'investissement relatives à la protection de l'environnement s'élèvent globalement à 0,11 Milliard MRU, soit 0,52 % du total des dépenses d'investissement du semestre.

2.2.1.9 Santé

Le secteur de la santé demeure l'un des secteurs prioritaires du pays et se trouve au cœur de la politique générale du Gouvernement, qui vise à rapprocher l'offre de soins des populations les plus vulnérables, à travers la disponibilité des équipements et médicaments essentiels ainsi que des ressources humaines qualifiées. Il convient de noter qu'une part importante des dépenses de santé est en réalité exécutée au niveau du budget de fonctionnement, et n'apparaît donc pas dans le périmètre des dépenses d'investissement analysées ici.

Libellé	Montant (MRU)
Affaires générales concernant la santé	1 066 726 889,78
Recherche et développement dans le domaine de la santé	370 119 611,06
Services concernant la santé publique	14 953 429,00
Consultations externes	10 000 000,00
Services hospitaliers	7 248 661,64
Total général	1 469 048 591,48

Tableau 14 Ventilation des dépenses « Santé » S1 2026

La sous-fonction « Affaires générales concernant la santé » représente à elle seule 72,61 % des dépenses d'investissement de la santé, avec 1,07 Milliard MRU.

2.2.2 Dépenses d'investissement sur financement extérieur

Le financement extérieur se présente sous plusieurs formes : les dons et les prêts, dans le but de contribuer au développement. Il constitue une partie importante du budget consolidé d'investissement et couvre l'ensemble des programmes et projets d'investissements programmés par le Gouvernement.

Au cours du premier semestre 2026, les dépenses d'investissements exécutées sur financement extérieur ont atteint 6,30 Milliards MRU, dont 16,5 % au titre des dons (soit 1,04 Milliards MRU) et 83,5 % au titre des prêts (soit 5,26 Milliards MRU).

Ce montant comprend les dépenses d'investissements sur financements extérieurs pour l'administration centrale (4,90 Milliards MRU, soit 77,8 %), pour les entreprises publiques (1,25 Milliards MRU) ainsi que pour les établissements publics à caractère administratif (0,14 Milliards MRU).

2.2.2.1 Développement rural

L'investissement dans le cadre des projets de développement rural au 1er semestre 2026 s'élève à 0,99 Milliards MRU, dont 26,8 % de dons octroyés par les différents bailleurs de fonds et 73,2 % de prêts.

Ce secteur se compose des rubriques suivantes :

- Agriculture : 57,8 % du secteur (dont 16,3 % de dons) ;
- Élevage : 37,8 % du secteur (dont 38,4 % de dons) ;
- Environnement : 3,4 % du secteur, financé à 84,8 % par des dons ;
- Hydraulique villageoise-pastorale : 1,0 % du secteur, financé intégralement par des prêts.

Libellé	Montant
Agriculture	573 943 120,42
Élevage	375 118 814,68
Environnement	33 677 638,94
Hydraulique villageoise-pastorale	9 840 430,64
Total	992 580 004,68

Tableau 15 Développement Rural

2.2.2.2 Développement industriel

Le Développement Industriel couvre les investissements relatifs à l'énergie, aux mines (hors SNIM) et à la pêche, avec un montant total de 1,30 Milliards MRU au premier semestre 2026, dont 11,9 % financé par des dons. Les dépenses de l'énergie ont représenté 97,0 % des dépenses du secteur.

Libellé	Montant
Energie	1 264 583 252,82
Mines hors SNIM	14 702 095,88
Pêche	24 391 592,00
Total	1 303 676 940,70

Tableau 16 : Développement Industriel

2.2.2.3 Aménagement du territoire

Les dépenses liées à l'aménagement du territoire ont atteint 2,10 Milliards MRU, dont 93,4 % financé par des prêts. Ces dépenses se sont réparties comme suit :

- Habitat/Urbanisme/Transport : 0,4 % (financé intégralement par des dons) ;
- Hydraulique urbaine et assainissement : 55,9 % de l'enveloppe globale, dont 88,9 % financé par des prêts ;
- Infrastructures routières : 16,6 % (financées intégralement par des prêts) ;
- Télécommunications : 24,9 % (financées intégralement par des prêts) ;
- Infrastructures portuaires : 2,2 %.

Libellé	Montant
Habitat/Urbanisme/Transport	7 528 966,00
Hydraulique urbaine & Assainissement	1 174 605 288,05
Infrastructures portuaires	45 959 374,80
Infrastructures routières	349 870 362,50
Télécommunications	524 281 271,68
Total	2 102 245 263,03

Tableau 17: Aménagement du Territoire

2.2.2.4 Ressources humaines

Les dépenses relatives aux ressources humaines ont atteint 1,18 Milliards MRU, constituées à 25,9 % de dons.

- L'éducation a représenté 28,9 % des dépenses, dont 75,0 % sont des dons ;
- La santé et les affaires sociales ont atteint 0,63 Milliards MRU, financées à hauteur de 94,1 % par des prêts ;
- L'emploi a atteint 17,8 % de cette rubrique et a été financé à hauteur de 96,3 % par des prêts ;
- La justice représente 0,4 % de cette rubrique, financée intégralement par des dons.

Libellé	Montant
Education	341 949 820,00
Emploi	209 984 892,36
Justice	4 504 800,00
Santé et Affaires Sociales	626 253 668,00
Total	1 182 693 180,36

Tableau 18: Ressources Humaines

2.2.2.5 Développement institutionnel

Le développement institutionnel a coûté 0,12 Milliards MRU, consacrés à l'appui à l'administration, financé à 95,9 % par des prêts.

Libellé	Montant
Appui à l'Administration	124 273 968,04
Total	124 273 968,04

Tableau 19: Développement institutionnel

2.2.2.6 Projets multisectoriels

Les dépenses d'investissement des projets multisectoriels ont atteint 0,59 Milliards MRU, dont 72,2 % constitués de prêts.

Libellé	Montant
Projets multisectoriels	592 761 401,75

Total	592 761 401,75
--------------	-----------------------

Tableau 20: Projets multisectoriels

2.3 Classification fonctionnelle des dépenses

La classification fonctionnelle obéit à un modèle normalisé permettant de suivre les flux financiers injectés dans les différents secteurs de l'économie. L'analyse présentée ici porte sur l'ensemble des dépenses de l'État — fonctionnement et investissement confondus — et va donc au-delà de l'analyse de la section 2.2.1, qui se limite aux dépenses d'investissement.

Ce modèle ne prend en compte que les dépenses effectivement ordonnancées, hors dépenses sur financement extérieur, ce qui constitue l'une des justifications de l'écart mentionné en 2.2.1 entre le TOFE et la classification fonctionnelle.

Libellé	Montant (MRU)
Affaires économiques	13 291 186 108,44
Enseignement	12 837 096 260,06
Services publics généraux	10 791 339 716,11
Action et protection sociale	5 421 621 301,23
Ordre et sécurité publique	3 293 127 918,10
Santé	2 692 263 967,51
Défense	2 484 129 120,99
Affaires islamiques, culture et loisirs	1 580 506 463,34
Aménagements collectifs et logements	1 264 672 686,96
Protection de l'environnement	252 583 401,23
Non classé	160 410 784,41
TOTAL	54 068 937 728,38

Tableau 21 Répartition des dépenses par fonction principale S1 2026

Le tableau ci-dessus présente l'exécution des dépenses suivant les fonctions principales de la nomenclature fonctionnelle. Au premier semestre 2026, l'ensemble des dépenses ordonnancées sur financement intérieur s'élève à 54,07 Milliards MRU. Quatre fonctions concentrent l'essentiel de cette enveloppe : les affaires économiques, avec 13,29 Milliards MRU (24,58 %) ; l'enseignement, avec 12,84 Milliards MRU (23,74 %) ; les services publics généraux, avec 10,79 Milliards MRU (19,96 %) ; et l'action et protection sociale, avec 5,42 Milliards MRU (10,03 %).

Cette hiérarchie confirme, à l'échelle de l'ensemble du budget, la prééminence des fonctions économiques et sociales déjà observée au niveau des seules dépenses d'investissement, tout en faisant apparaître le poids plus marqué des services publics généraux lorsque les dépenses de fonctionnement sont prises en compte.

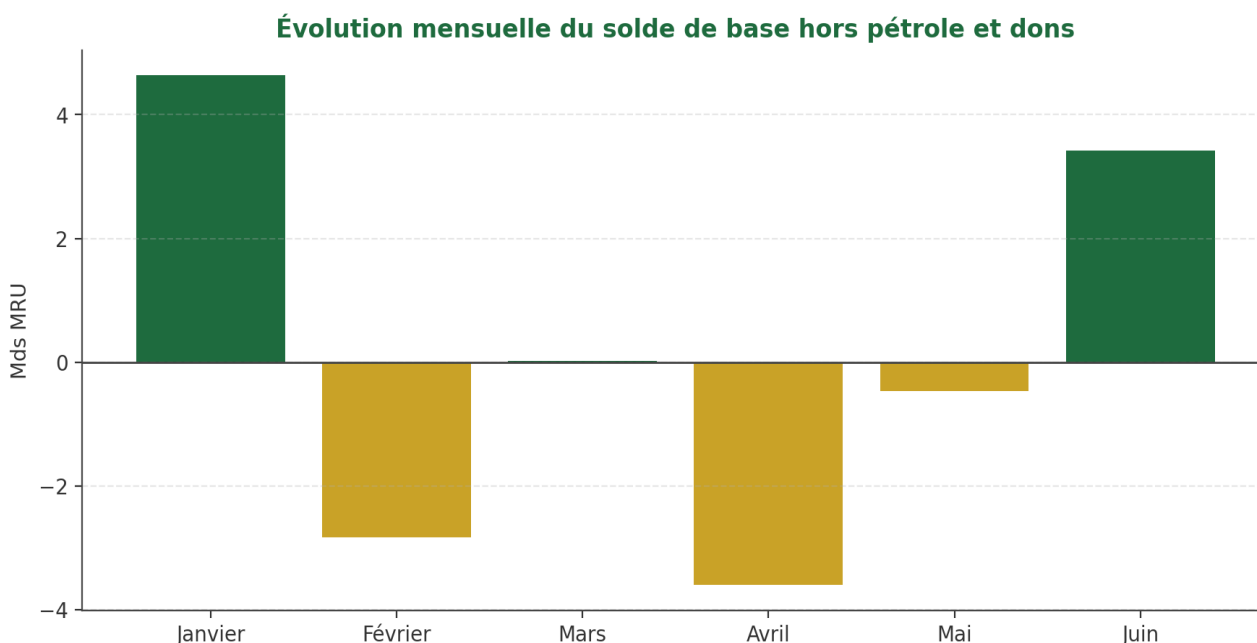
3. SOLDES

L'exécution du budget, au titre du premier semestre 2026, fait ressortir un solde global excédentaire de 4,54 Milliards MRU (dons compris), sur une prévision annuelle déficitaire de (3,39) Milliards MRU selon la LF2026. Ce résultat marque une amélioration sensible par rapport à l'excédent de 2,64 Milliards MRU enregistré au premier semestre 2025.

Le solde hors pétrole (dons non compris) qui correspond à la différence entre les recettes hors dons et hors revenus des hydrocarbures et les dépenses hors service de la dette extérieure et investissements sur financement extérieur s'établit à un excédent de 1,52 Milliards MRU au 30 juin 2026, contre un déficit de -1,24 Milliards MRU à la même période de l'année précédente, soit une amélioration de 2,76 Milliards MRU.

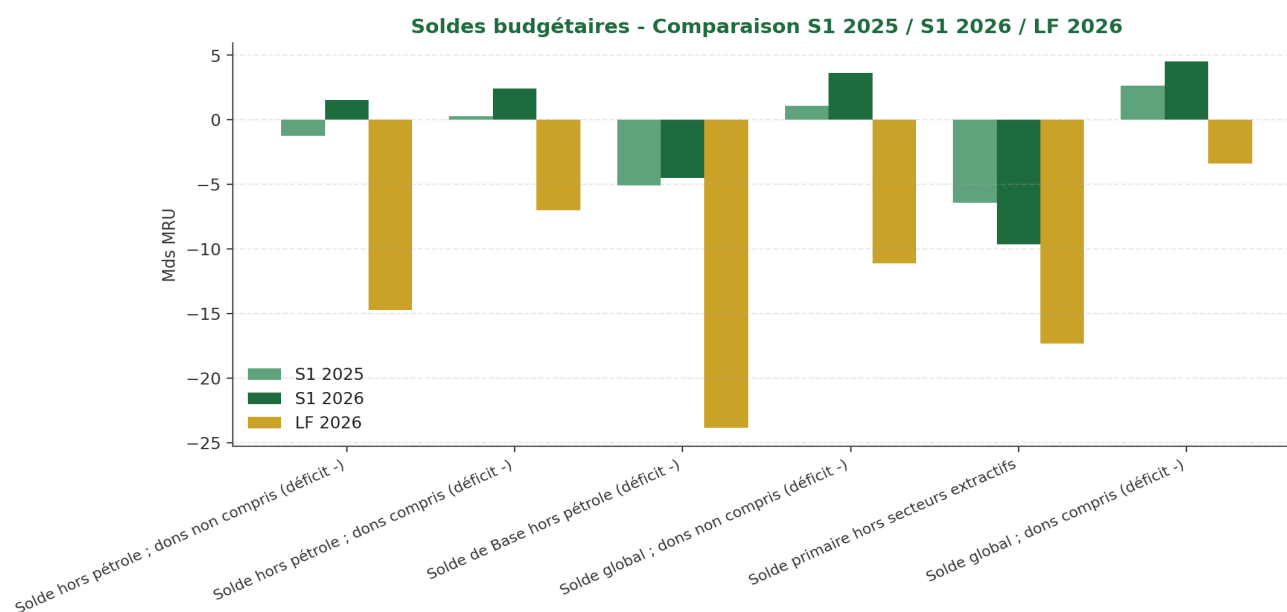
Libellé	S1 2025	S1 2026	LF 2026	Tx Ex.	Tx Évo.
Solde hors pétrole ; dons non compris (déficit -)	-1,24	1,52	-14,71	-10,3%	222,3%
Solde hors pétrole ; dons compris (déficit -)	0,30	2,43	-6,99	-34,7%	706,3%
Solde de Base hors pétrole (déficit -)	-5,06	-4,48	-23,83	18,8%	11,4%
Solde global ; dons non compris (déficit -)	1,10	3,63	-11,11	-32,6%	229,5%
Solde primaire hors secteurs extractifs	-6,42	-9,64	-17,30	55,7%	-50,2%
Solde global ; dons compris (déficit -)	2,64	4,54	-3,39	-133,9%	71,8%

Tableau 22: Soldes budgétaires S1 2026



Graphique 10 : Évolution mensuelle du solde de base hors pétrole et dons

Le graphique ci-dessus illustre l'irrégularité mensuelle du solde hors pétrole : après un excédent en janvier (4,63 Mds MRU), le solde se dégrade fortement en février et en avril — mois marqués par une accélération des décaissements d'investissement — avant de se redresser nettement en juin (3,42 Mds MRU).



Graphique 11 : Comparaison des différents soldes budgétaires — S1 2025 / S1 2026 / LF 2026

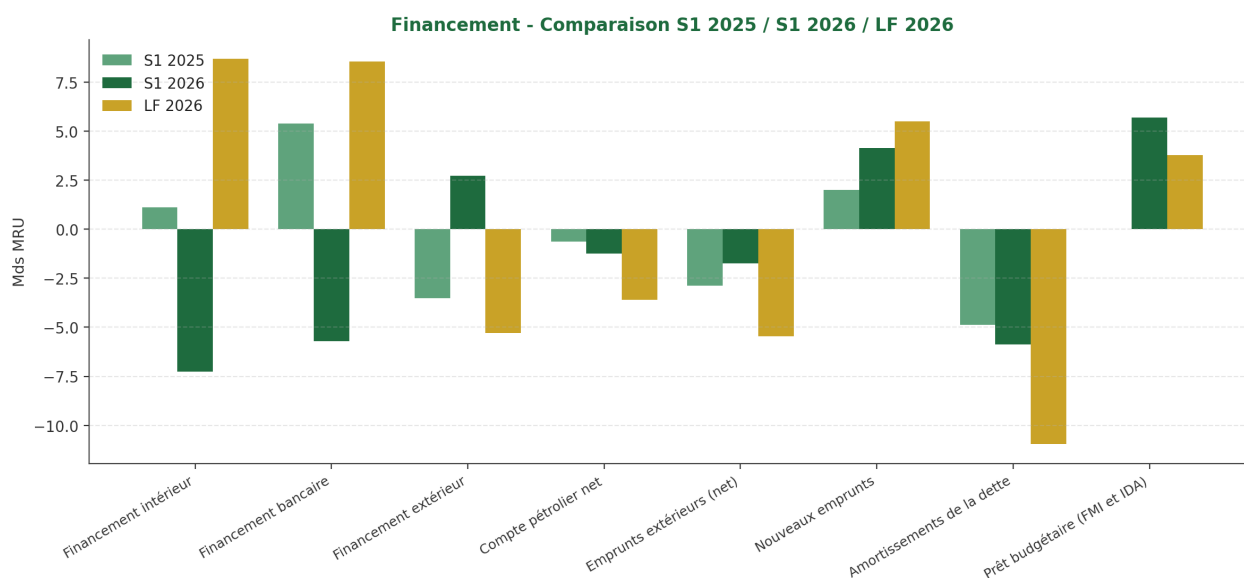
Cette performance enregistrée au niveau du solde global trouve son origine principalement dans l'amélioration significative de la mobilisation des ressources internes, conjuguée à une maîtrise relative du rythme des décaissements sur les six premiers mois de l'année. Le solde primaire hors secteurs extractifs demeure en revanche nettement déficitaire (-9,64 Mds MRU), soulignant la dépendance persistante du solde global aux recettes extractives et gazières.

4. FINANCEMENT

Au titre du financement, le premier semestre 2026 a été caractérisé par une forte mobilisation de ressources, permettant non seulement de couvrir les besoins de financement de l'État, essentiellement liés aux amortissements de la dette, mais également de consolider les disponibilités de trésorerie sur le Compte Unique du Trésor (CUT-BCM) et le Fonds National des Revenus des Hydrocarbures (FNRH). Les ressources mobilisées, constituées de l'excédent budgétaire, des émissions nettes de titres du Trésor et des nouveaux emprunts auprès des partenaires au développement, ont atteint 15,48 Mds MRU.

Libellé	S1 2025	S1 2026	LF 2026	Tx Ex.	Tx Évo.
Financement intérieur	1,11	-7,25	8,68	-83,5%	-753,7%
Financement bancaire	5,38	-5,70	8,54	-66,7%	-206,0%
Financement non-bancaire	0,03	-0,72	0,50	-144,8%	-2537%
Autres fin. Intérieurs (compte d'attentes et de liaisons)	-4,3	-0,83	-0,36		
Financement extérieur	-3,52	2,72	-5,29	-51,3%	177,1%
Compte pétrolier net	-0,64	-1,24	-3,60	34,5%	-94,5%
Emprunts extérieurs (net)	-2,89	-1,74	-5,47	31,8%	39,8%
Nouveaux emprunts	2,00	4,14	5,49	75,4%	107,0%
Amortissements de la dette	-4,88	-5,88	-10,96	53,6%	-20,3%
Prêt budgétaire (FMI et IDA)	0,00	5,70	3,78	150,7%	-

Tableau 23: Financement S1 2026



Graphique 12 : Financement — Comparaison S1 2025 / S1 2026 / LF 2026

4.1 Financement intérieur

Durant le premier semestre 2026, le financement intérieur, assuré principalement par les émissions de titres du Trésor sur le marché domestique et les opérations réalisées sur le Compte Unique du Trésor (CUT) ouvert à la Banque Centrale de Mauritanie (BCM), s'est traduit par un besoin de financement de 7,25 Mds MRU.

Cette évolution résulte essentiellement de l'augmentation de 7,53 Mds MRU du solde du Compte Unique du Trésor à la BCM, sous l'effet des décaissements des prêts budgétaires accordés par le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Association Internationale de Développement (IDA), ainsi que l'excédent budgétaire dégagé au cours du semestre.

Parallèlement, les émissions nettes de titres du Trésor ont dégagé un financement de 1,11 Mds MRU. Les autres composantes du financement intérieur ont, en revanche, enregistré un besoin de financement de 0,83 Mds MRU, dont 0,36 Mds MRU au titre de la dette de la Banque Centrale de Mauritanie envers l'État.

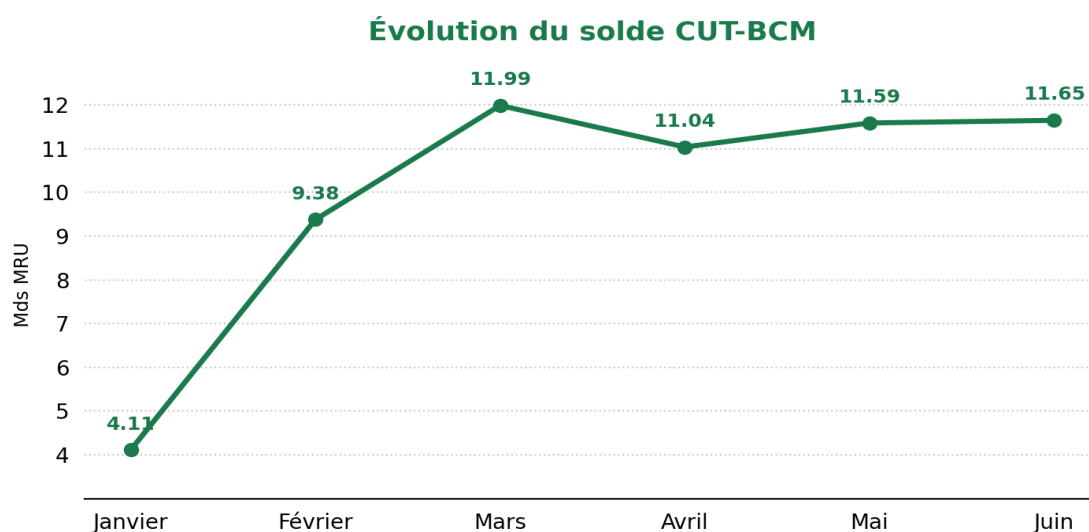


Figure 13 : Graphique 13 : Évolution du solde CUT-BCM (S1 2026)

Le disponible du Trésor à la BCM est passé de 4,11 Milliards MRU au 1^{er} janvier à 11,65 Milliards MRU en juin 2026, avec un pic à 11,99 Mds MRU en mars, traduisant une consolidation progressive des avoirs du Trésor sur la période.

4.2 Financement extérieur

Le financement extérieur net s'est établi à +2,72 Milliards MRU au premier semestre 2026, contre -3,52 Mds MRU au premier semestre 2025 soit une amélioration de 6,24 Mds MRU, portée essentiellement par les décaissements relatifs aux prêts budgétaires accordés par le FMI et l'IDA pour un montant de 5,70 Mds MRU (dont 3,27 Mds MRU décaissés en février dans le cadre du programme avec le FMI appuyé par la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD)). Les amortissements de la dette extérieure ont atteint (-5,87) Mds MRU tandis que les nouveaux emprunts extérieurs mobilisés ont atteint 4,14 Mds MRU, soit des emprunts extérieurs nets de (-1,74) Mds MRU.

Par ailleurs, le compte pétrolier net, a affiché un besoin de financement (-1,24) Mds MRU, correspondant aux recettes pétrolières et gazières de la période encaissées au niveau du compte du FNRH.

5. CONCLUSION

L'exécution du budget de l'État au premier semestre 2026 présente une situation globalement satisfaisante, caractérisée par un excédent budgétaire de 4,54 Milliards MRU, dons compris, contre 2,64 Milliards MRU au premier semestre 2025. Elle témoigne d'une capacité accrue de mobilisation des ressources publiques, tout en préservant, à ce stade de l'exercice, une marge budgétaire positive.

Les recettes totales et dons ont atteint 63,61 Milliards MRU, soit 49,4 % des prévisions de la Loi de Finances 2026 et une hausse de 24,7 % par rapport au premier semestre 2025. La performance est principalement portée par les recettes fiscales, qui se sont élevées à 46,47 Milliards MRU, correspondant à un taux d'exécution de 54,6 % et à une progression annuelle de 32,8 %. Les recettes non fiscales ont atteint 14,99 Milliards MRU, soit 65,7 % de l'objectif annuel, soutenues notamment par les recettes minières et les recettes en capital. Les recettes pétrolières et gazières se sont établies à 2,11 Milliards MRU : le recul de leur composante fiscale a été partiellement compensé par la progression de la composante non fiscale, dans un contexte de montée en puissance du projet GTA. Le faible niveau d'exécution des dons, limité à 11,8 % des prévisions annuelles, demeure toutefois un point de vigilance pour le second semestre.

Les dépenses et prêts nets se sont chiffrés à 59,07 Milliards MRU, soit 44,7 % des crédits inscrits dans la Loi de Finances et une progression de 22,2 % par rapport à la même période de 2025. Les dépenses courantes ont atteint 35,73 Milliards MRU, représentant 51,0 % de la prévision annuelle. Leur évolution reste globalement maîtrisée malgré la hausse des transferts courants, exécutés à 60,7 % de leur enveloppe annuelle et en progression de 39,1 %.

L'effort d'investissement s'est renforcé au cours du semestre, les dépenses d'équipement ont atteint 23,22 Milliards MRU, dont 18,18 Milliards MRU sur financement intérieur et 5,05 Milliards MRU sur financement extérieur. Selon la classification fonctionnelle établie sur une base d'ordonnancement, les investissements financés sur ressources intérieures se sont élevés à 21,48 Milliards MRU. Près des trois quarts de ces dépenses ont été orientés vers les affaires économiques, l'enseignement ainsi que l'action et la protection sociale, ce qui reflète la priorité accordée aux infrastructures, au capital humain et à la cohésion sociale. Pour les financements extérieurs, les investissements exécutés selon la même base se sont établis à 6,30 Milliards MRU, financés principalement par des prêts. Malgré cette progression, le taux d'exécution des investissements demeure inférieur à celui des dépenses courantes.

En matière de financement et de trésorerie, le solde du Compte Unique du Trésor auprès de la Banque Centrale de Mauritanie a atteint 11,65 Milliards MRU à fin juin 2026. Le financement extérieur a dégagé un apport net de 2,72 Milliards MRU, notamment grâce au décaissement du prêt budgétaire FMI/IDA. Cette position contribuera à sécuriser la continuité de l'exécution budgétaire.

Pour le second semestre de l'année, l'enjeu principal consistera à consolider la dynamique de mobilisation des recettes tout en améliorant le rythme et l'efficacité de l'exécution des dépenses d'investissement. Les efforts devront notamment porter sur le recouvrement des recettes encore en retrait, l'encaissement effectif des dons programmés, la maîtrise des transferts courants, l'accélération des projets prioritaires et le renforcement du suivi des résultats dans le cadre du budget-programme.

ANNEXE 1 : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT — JANVIER À JUIN 2026

Le tableau ci-dessous présente le détail mensuel des principales rubriques du Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE) pour la période de janvier à juin 2026, en Milliards MRU.

Libellé	Jan.	Fév.	Mar.	Avr.	Mai	Juin
Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)	8,33	6,44	12,07	10,55	12,67	12,25
Revenus non pétroliers et dons	8,09	6,21	11,81	10,30	12,02	11,78
Revenus non pétroliers hors dons	7,98	6,05	11,58	10,22	11,73	11,74
Recettes fiscales	6,17	4,95	10,81	7,28	6,67	9,85
Impôts sur les bénéfices et revenus nets	2,60	1,62	6,75	1,68	2,69	5,31
BIC et BNC	0,08	0,10	4,38	0,20	0,46	3,53
dont : recettes extractives	-	0,01	2,55	-	-	1,91
Impôt minimum forfaitaire	0,39	0,35	0,43	0,51	0,44	0,44
dont : recettes extractives	0,01	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01
dont : DGI	0,04	0,05	0,05	0,05	0,06	0,04
ITS	1,94	0,76	0,76	0,82	1,03	0,92
Etat	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
Autres	1,90	0,72	0,72	0,78	0,99	0,88
IRCM	0,13	0,00	1,05	0,10	0,72	0,38
dont : recettes extractives	0,05	0,00	1,04	0,05	0,72	0,37
IGR	0,00	0,00	-	-	0,00	0,00
RSI	0,06	0,40	0,13	0,04	0,04	0,05
dont : recettes extractives	0,02	0,38	0,02	0,02	0,01	0,02
Taxes sur les biens et services	2,26	1,89	2,49	3,99	2,54	2,88
TVA	1,48	1,42	1,87	2,07	2,06	2,36
TVA intérieure	0,41	0,51	0,59	0,75	0,80	0,79
TVA sur les importations	1,07	0,91	1,27	1,33	1,26	1,57
dont : recettes extractives	-	-	-	-	-	-
Taxe unique SNIM et TPS	0,16	0,10	0,12	1,48	0,11	0,13
dont : recettes extractives	-	-	-	1,34	-	-
Taxe sur les produits pétroliers						
Contribution climat	0,15	0,19	0,19	0,24	0,21	0,21
Droits d'accises (Produits petro, the, tabac, sucre, ciment)	0,20	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02
Droits d'accises sur l'or	-	-	0,01	-	-	-
Autres taxes (assurances, véhicules, aéroport et TSST)	0,27	0,16	0,31	0,18	0,16	0,16
Taxes sur le commerce international	1,19	1,27	1,44	1,45	1,34	1,50

Rapport sur les Opérations Financières de l'État — 1er Semestre 2026

Libellé	Jan.	Fév.	Mar.	Avr.	Mai	Juin
Importations	1,08	1,16	1,33	1,33	1,24	1,40
Taxe statistique	0,11	0,11	0,10	0,12	0,10	0,11
Autres recettes fiscales	0,12	0,17	0,13	0,16	0,10	0,16
Droits de timbres	0,08	0,08	0,06	0,07	0,05	0,07
Impôts sur la propriété	0,03	0,10	0,07	0,09	0,05	0,09
Autres recettes fiscales dont CAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes non fiscales	1,83	1,16	0,84	2,98	5,57	2,05
Recettes de la pêche	0,22	0,50	0,17	0,57	0,40	0,19
Union Européenne bud.	0,04	0,03	0,05	0,02	0,22	0,05
Compensation financière	0,02	0,01	0,02	0,02	0,04	0,04
Armateurs	-	-	-	-	-	-
Droit territorial	0,02	0,01	0,03	-	0,18	0,01
Redevances	0,15	0,27	0,09	0,53	0,16	0,11
Taxes (les Bateaux affrétés par les nationaux)	0,10	0,19	0,00	0,42	0,11	0,05
Licences (les étrangers)	0,06	0,08	0,08	0,10	0,05	0,05
Droit d'accès (pêche de fond-nationaux)	0,02	0,21	0,03	0,02	0,00	0,02
Amendes	0,00	0,00	0,00	0,01	0,02	0,01
Recettes minières	1,32	0,14	0,09	1,71	0,03	0,06
Recettes cadastrales	0,02	0,02	0,07	0,02	0,03	0,03
Recettes d'exploitation (Royalties)	1,30	0,12	0,02	1,68	0,00	0,03
Autres recettes minières	0,00	-	0,00	-	-	-
Dividendes et redevances des entreprises publiques	0,00	0,01	0,00	0,00	4,07	1,21
SNIM	-	-	-	-	3,28	-
BCM	-	-	-	-	-	0,72
Mauritel	-	-	-	-	0,77	-
Panpa	-	-	-	-	-	-
portndb	-	-	-	-	-	-
MAADEN	-	-	-	-	-	0,08
Autres	0,00	0,01	0,00	0,00	0,01	0,40
Dette rétrocédée et recouvrements	-	-	-	-	-	-
SNIM	-	-	-	-	-	-
SOMELEC	-	-	-	-	-	-
SOGEM	-	-	-	-	-	-
Comptes spéciaux	0,16	0,23	0,20	0,12	0,24	0,32
Secteur pétrole	-	-	-	-	-	-
CAS hors pétrole	0,16	0,23	0,20	0,12	0,24	0,32
dont Crédit d'Impôts (si pas ventilé)	0,16	0,23	0,07	0,08	0,17	0,14
Recettes en capital	0,01	0,01	0,30	0,38	0,01	0,02

Rapport sur les Opérations Financières de l'État — 1er Semestre 2026

Libellé	Jan.	Fév.	Mar.	Avr.	Mai	Juin
Ventes de terrain	0,01	0,01	0,30	0,38	0,01	0,02
Hors ventes de terrain	0,00	0,00	-	-	0,00	0,00
Autres	0,12	0,27	0,08	0,20	0,82	0,25
Dons	0,11	0,16	0,22	0,08	0,29	0,04
Dons projets	0,11	0,16	0,22	0,08	0,29	0,04
Aide Budgétaire	-	-	-	-		
Recettes exceptionnelles						
Recettes pétrolières et gazières	0,24	0,24	0,26	0,26	0,65	0,47
Recettes fiscales	0,02	0,06	0,07	0,05	0,51	0,17
BIC	-	-				
ITS	-	-				
Autres	-	-				
Recettes non fiscales	0,22	0,18	0,19	0,21	0,15	0,30
Bonus/Redevances	-	-	-	-	-	-
Revenu du capital	-	-	-			
Autres	0,22	0,18	0,19	0,21	0,15	0,30
Dépenses et prêts nets						
Dépenses et prêts nets	3,35	8,88	11,57	13,81	12,20	8,32
Dépenses courantes	2,53	5,92	7,97	6,18	8,01	4,18
Salaires et traitements	2,01	2,85	3,28	2,71	2,85	1,62
Biens et services	0,16	0,71	1,27	1,37	1,20	0,82
Transferts courants	0,04	0,47	2,45	1,58	3,08	0,77
Intérêts sur la dette publique	0,14	0,31	0,40	0,32	0,16	0,53
Dette intérieure	0,08	0,05	0,21	0,07	0,03	0,15
Dette extérieure	0,07	0,26	0,19	0,25	0,13	0,38
Comptes spéciaux	0,16	0,23	0,20	0,12	0,24	0,32
Dépenses d'équipement	0,70	2,84	3,77	7,52	4,07	4,32
Investissement financés par extérieur	0,69	0,59	0,84	0,61	0,85	1,47
Investissement financés par intérieur	0,01	2,25	2,93	6,91	3,22	2,86
Restructurations et prêts nets (déficit de la caisse de retraite)	0,12	0,13	(0,18)	0,11	0,13	(0,18)
Réserves communes	0,02	1,34	0,37	0,08	0,48	0,12
Autres dépenses	0,00	0,01	0,01	(0,00)	0,00	(0,00)
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	4,63	(2,83)	0,02	(3,60)	(0,47)	3,42
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	4,74	(2,68)	0,24	(3,51)	(0,18)	3,46
Solde de Base hors pétrole (déficit -)	3,91	(3,57)	(1,00)	(4,45)	(1,18)	1,47
Solde global; dons non compris (déficit -)	4,87	(2,60)	0,28	(3,34)	0,18	3,89
Solde primaire hors secteurs extractifs	3,52	(2,47)	(2,97)	(6,25)	(3,55)	1,74
Solde global; dons compris (déficit -)	4,98	(2,44)	0,50	(3,26)	0,47	3,93

Rapport sur les Opérations Financières de l'État — 1er Semestre 2026

Libellé	Jan.	Fév.	Mar.	Avr.	Mai	Juin
Financement	(4,98)	2,44	(0,50)	3,26	(0,47)	(3,93)
Financement intérieur	(5,02)	(0,25)	0,24	3,58	(1,64)	(3,82)
Financement intérieur Ajusté	(5,02)	(0,25)	0,24	3,58	(1,64)	(3,82)
Financement bancaire	(0,09)	(2,81)	(1,89)	(0,54)	(0,45)	0,08
BCM	(3,17)	(2,11)	(2,61)	0,95	(0,55)	(0,05)
CUT-BCM	(3,17)	(2,11)	(2,61)	0,95	(0,55)	(0,05)
Moyens de paiement	(1,70)	(0,95)	0,68	(1,93)	(1,14)	0,11
Valeurs à l'encaissement	0,03	(0,16)	(0,80)	(0,04)	(0,54)	(0,05)
Comptes divisionnaires	-	-	-	-	-	-
Allègements						
CAS						
Autres						
Créances sur l'Etat (pertes BCM+consolidation quotas FMI-FMA)						
Encaisses	(0,14)	(0,37)	0,03	(0,02)	0,05	0,02
Banques commerciales	3,08	(0,71)	0,72	(1,50)	0,11	0,13
BT bancaires	0,64	(0,74)	(0,46)	(1,76)	0,08	0,86
BIT bancaires	0,50	0,03	0,48	0,27	0,03	(0,23)
OT bancaires	1,94	-	0,70	-	-	(0,50)
Obligations cautionnées						
Financement non-bancaire (BT+OT non-bancaire)	(0,57)	0,49	0,16	0,07	(0,22)	(0,66)
Débiteurs intérieurs	(0,06)	0,01	0,02	0,03	(0,78)	(0,49)
Variation des arriérés intérieurs	-	-	-	-	-	-
Accumulation	-	-	-	-	-	-
Variations des mouvements sur comptes de dépôts et comptes de liaison	(2,49)	3,54	2,22	6,01	1,43	(2,65)
Autres financements intérieurs	-	-	-			
Convention BCM-ETAT 2024 (amortissements)			(0,18)			(0,18)
Financement extérieur	0,04	2,68	(0,74)	(0,32)	1,17	(0,11)
Compte pétrolier net	(0,20)	(0,19)	(0,19)	(0,20)	(0,15)	(0,30)
Recettes pétrolières	(0,20)	(0,19)	(0,19)	(0,20)	(0,15)	(0,30)
Contribution du FNRH						
Débiteur extérieurs						
Autres net	0,24	2,88	(0,55)	(0,11)	1,31	0,19
Emprunts extérieurs (net)	0,24	(0,39)	(0,58)	(1,31)	0,12	0,19
Nouveaux emprunts	0,58	0,43	0,62	0,53	0,56	1,42
Amortissements de la dette	(0,34)	(0,82)	(1,20)	(1,84)	(0,44)	(1,23)
Financement extérieur exceptionnel						

Rapport sur les Opérations Financières de l'État — 1er Semestre 2026

Libellé	Jan.	Fév.	Mar.	Avr.	Mai	Juin
Prêt budgétaire (FMI et IDA)		3,27	0,04	1,20	1,19	
Variation comptes de liaison comptables des chancelleries						
Erreurs et omissions	(0,00)	(0,00)	0,00	0,00	(0,00)	0,00
Pour mémoire :	Jan.	Fév.	Mar.	Avr.	Mai	Juin
Crédit net des autorités monétaires à l'État (Variation)	-	-	-	-	-	-
Solde du compte unique du Trésor (CCT consolidé)	7,28	9,38	11,99	11,04	11,59	11,65
Solde du compte courant du Trésor (CCT)	7,28	9,38	11,99	11,04	11,59	11,65
Solde du Fonds National des Revenus des Hydrocarbures (en millions USD)	220,32	225,22	230,00	235,21	237,66	244,31
Solde du Fonds National des Revenus des Hydrocarbures (en milliards d'UM)	8,72	8,91	9,11	9,31	9,46	9,76
Crédit net des banques commerciales à l'État (OC-BTB)	(11,98)	(11,24)	(10,78)	(9,02)	(9,10)	(9,95)
Créances (Encours BT (-) obligations cautionnées)	18,39	18,17	18,35	16,93	16,82	16,80
Dépôts (CCP)						
Encours des bons du Trésor (BT)	18,39	18,17	18,35	16,93	16,82	16,80
Bancaire BTC	11,98	11,24	10,78	9,02	9,10	9,95
Non bancaire	4,70	5,18	5,34	5,42	5,20	4,55
Bancaire BIT	1,71	1,75	2,23	2,49	2,52	2,30
Obligations du Trésor	13,88	13,88	14,58	14,58	14,58	14,08
Bancaire OT	12,42	12,42	13,12	13,12	13,12	12,62
Non bancaire	1,46	1,46	1,46	1,46	1,46	1,46
Obligations cautionnées (OC)						
Delta FNRH	0,20	0,19	0,19	0,21	0,15	0,30
**Données en milliards d'Ouguiya sauf indication contraire						
Taux UM/USD	39,76	39,87	39,86	39,80	39,80	39,95

ANNEXE 2 : VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES PAR FONCTION (CFAP)

Le tableau ci-dessous présente la ventilation détaillée, par fonction et sous-fonction, des dépenses exécutées au premier semestre 2026, selon la Classification des Fonctions des Administrations Publiques (CFAP), en MRU. Les fonctions principales et sous-fonctions agrégées sont mises en évidence ; les rubriques élémentaires détaillent leur composition.

Libellé	Montant (MRU)
Action et protection sociale	5 421 621 301,23
Action et protection sociale n.c.a.	4 119 451 289,96
Protection sociale	4 119 451 289,96
Affaires générales concernant l'action sociale	402 170 011,27
Action liée à la lutte contre la pauvreté non définie ailleurs	380 313 422,77
Microfinance	21 856 588,50
Prestations sociales	900 000 000,00
Prestations de vieillesse	900 000 000,00
Affaires économiques	13 291 186 108,44
Affaires concernant la recherche et le développement économique	68 485 560,93
Recherche et développement concernant les affaires économiques générales, les affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	53 835 564,92
Recherche et développement concernant les industries extractives, les industries de transformation, le bâtiment et les travaux publics	14 649 996,01
Affaires économiques générales, affaires concernant le commerce et la main d'œuvre	660 613 049,20
Affaires générales concernant la main d'œuvre (réglementation, lutte contre la discrimination, arbitrage et médiation)	124 543 548,21
Affaires générales concernant l'emploi	261 250 000,00
Programme de lutte contre le chômage	274 819 500,99
Autres activités commerciales, industrielles et artisanat	201 346 580,51
Promotion du commerce extérieur	266 920,80
Promotion du tourisme (informations, campagne de publicité)	201 079 659,71
Combustibles et énergie	4 332 628 801,99
Energies renouvelables	125 783 504,70
pétrole et gaz naturel	4 206 845 297,29
Communications	289 553,40
Affaires générales en matière de communication	289 553,40
Développement rural	2 709 810 157,08
Affaires générales concernant le développement rural	16 383 701,85
Agriculture	1 915 334 161,48
Développement irrigué	37 808 618,50
Élevage	344 372 218,54
Pêche	395 911 456,71
Industries extractives, industries de transformation, et bâtiments et travaux publics	5 101 360 277,11
Industries extractives de ressources minérales	174 878 196,35

Libellé	Montant (MRU)
Travaux publics	4 926 482 080,76
Transport	216 652 128,22
Transport par voie aérienne	35 325 581,96
Transport routier, construction et maintenance de routes, voies urbaines et pistes rurales	181 326 546,26
affaires islamiques, culture et loisirs	1 580 506 463,34
Service concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	667 631 955,92
Services concernant la radiodiffusion, la télévision et l'édition	667 631 955,92
Services concernant la culture	180 938 064,16
Activités artistiques et culturelles	84 641 521,69
Jeunesse et loisirs	68 750 249,47
Services concernant la jeunesse et sport n.c.a	27 546 293,00
Services concernant les affaires islamiques	731 936 443,26
Services concernant les affaires islamiques	731 936 443,26
Aménagements collectifs et logements	1 264 672 686,96
Aménagements collectifs et logement n.c.a.	39 709 259,30
Aménagements collectifs et logements n.c.a.	39 709 259,30
Approvisionnement en eau	1 224 963 427,66
Approvisionnement en eau potable	1 224 963 427,66
Défense	2 484 129 120,99
Défense civile	1 305 189 116,00
Défense civile	1 305 189 116,00
Défense militaire	1 178 940 004,99
Défense militaire	1 178 940 004,99
Enseignement	12 837 096 260,06
Enseignement du troisième degré	8 753 606 418,14
Enseignement du troisième degré non différencié	819 655 631,48
Enseignement technique supérieur	7 933 950 786,66
Enseignement n.c.a.	3 957 847 590,96
Affaires générales concernant l'enseignement	3 957 847 590,96
Enseignement non défini par le niveau	110 759 939,47
enseignement technique	110 759 939,47
Enseignement préprimaire et primaire	10 035 306,68
Alphabétisation	10 035 306,68
Enseignement secondaire	4 847 004,81
Enseignement secondaire technique	4 847 004,81
Non classé	160 410 784,41
Non Classé	160 410 784,41
Non classé	160 410 784,41
Ordre et sécurité publique	3 293 127 918,10

Libellé	Montant (MRU)
Ordre et sécurité n.c.a.	2 543 535 919,53
Ordre et sécurité n.c.a.	2 543 535 919,53
Prisons	172 232 194,11
Prisons	172 232 194,11
Services de la justice	134 120 330,76
Cour suprême	34 270 940,00
Parquets	27 745 648,43
Services généraux de la justice	72 103 742,33
Services de protection contre l'incendie	390 876 247,00
Services de protection civile	390 876 247,00
Services généraux de sécurité publique	52 363 226,70
Services généraux de sécurité publique	52 363 226,70
Protection de l'environnement	252 583 401,23
Gestion des eaux usées	25 113 398,30
Gestion des eaux usées	25 113 398,30
Protection de la biodiversité et de l'environnement	88 320 504,29
Protection de la biodiversité et de l'environnement (parcs naturels et réserves, protection des espèces sauvages)	88 320 504,29
Protection de l'environnement n.c.a.	100 821 719,84
Protection de l'environnement n.c.a.	100 821 719,84
Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	38 327 778,80
Recherche et développement concernant la protection de l'environnement	38 327 778,80
Santé	2 692 263 967,51
Affaires générales concernant la santé	1 775 685 031,87
Affaires générales concernant la santé	1 775 685 031,87
Consultations externes	58 984 605,73
Services de médecine générale	32 623 300,00
Services paramédicaux	26 361 305,73
Recherche et développement dans le domaine de la santé	396 611 374,70
Recherche et développement dans le domaine de la santé	396 611 374,70
Services concernant la prévention et la détection	17 753 125,00
Lutte contre le VIH	17 753 125,00
Services concernant la santé publique	96 975 518,96
Centre de transfusion sanguine	14 258 354,86
Ecoles concernant la santé publique	39 948 503,13
Santé mentale	42 768 660,97
Services hospitaliers	346 254 311,25
Services hospitaliers généraux	346 254 311,25
Services publics généraux	10 791 339 716,11
Opérations au titre de la dette publique	719 648 995,81

Libellé	Montant (MRU)
Opérations au titre de la dette publique	719 648 995,81
Organes législatifs et exécutifs et affaires étrangères	2 907 145 411,81
Affaires étrangères	1 129 882 585,85
Institutions républicaines	44 033 999,75
Organes de contrôle	824 652 895,43
organes exécutifs au niveau national	469 355 561,98
Organes législatifs au niveau national	439 220 368,80
Recherche fondamentale	61 350 458,96
Recherche fondamentale	61 350 458,96
Services des affaires financières et budgétaires	1 264 380 120,30
Services chargés de la conception et de la coordination des politiques	50 732 955,74
Services chargés de la coordination des programmes économiques et sectoriels	606 207 721,41
Services chargés du contrôle de la gestion budgétaire	5 902 021,72
Services de la trésorerie et de la comptabilité de l'Etat	78 297 467,46
Services fiscaux	432 292 203,89
Services généraux des affaires financières et budgétaires	90 947 750,08
Services généraux de l'administration	5 584 574 566,61
Services de la planification générale et services statistiques généraux	18 243 054,18
Services généraux chargés de la décentralisation	1 104 496 719,73
Services généraux de l'administration du développement	4 461 834 792,70
Services publics généraux non classés ailleurs	254 240 162,62
Renforcement des capacités du secteur public	56 663 072,76
Services publics concernant l'état-civil	149 508 099,98
Services publics généraux non classés ailleurs (élections, listes électorales, administration des ONG...)	48 068 989,88
Total général	54 068 937 728,38

ANNEXE 3 : DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SUR FINANCEMENTS EXTÉRIEURS

SECTEUR	DONS	PRÊTS	Total
Développement Rural	266 030 680,00	726 549 324,68	992 580 004,68
Agriculture	93 542 162,00	480 400 958,42	573 943 120,42
Elevage	143 922 017,00	231 196 797,68	375 118 814,68
Environnement	28 566 501,00	5 111 137,94	33 677 638,94
Hydraulique villageoise-pastorale	0,00	9 840 430,64	9 840 430,64
Développement Industriel	155 582 485,88	1 148 094 454,82	1 303 676 940,70
Energie	131 190 893,88	1 133 392 358,94	1 264 583 252,82
Mines hors SNIM	0,00	14 702 095,88	14 702 095,88
Pêche	24 391 592,00	0,00	24 391 592,00
Aménagement du Territoire	139 219 265,13	1 963 025 997,90	2 102 245 263,03
Habitat/Urbanisme/Transport	7 528 966,00	0,00	7 528 966,00
Hydraulique urbaine & Assainissement	130 250 299,13	1 044 354 988,92	1 174 605 288,05
Infrastructures portuaires	1 440 000,00	44 519 374,80	45 959 374,80
Infrastructures routières	0,00	349 870 362,50	349 870 362,50
Télécommunications	0,00	524 281 271,68	524 281 271,68
Ressources Humaines	305 795 876,92	876 897 303,44	1 182 693 180,36
Education	256 395 115,80	85 554 704,20	341 949 820,00
Emploi	7 789 027,20	202 195 865,16	209 984 892,36
Justice	4 504 800,00	0,00	4 504 800,00
Santé et Affaires Sociales	37 106 933,92	589 146 734,08	626 253 668,00
Développement Institutionnel	5 130 000,00	119 143 968,04	124 273 968,04
Appui à l'Administration	5 130 000,00	119 143 968,04	124 273 968,04
Projets multisectoriels	164 748 174,66	428 013 227,09	592 761 401,75
Projets multisectoriels	164 748 174,66	428 013 227,09	592 761 401,75
Total général	1 036 506 482,59	5 261 724 275,97	6 298 230 758,56

Tableau A3.1 : Dépenses d'investissement sur financement extérieur par secteur — S1 2026

TYPE DE BUDGET	DONS	PRÊTS	Total
Administration (BE)	878 797 767,91	4 021 928 357,79	4 900 726 125,70
Entreprises publiques (EP)	128 187 122,68	1 125 342 608,44	1 253 529 731,12
Ets publics à caractère administratif (BA)	29 521 592,00	114 453 309,74	143 974 901,74
Total général	1 036 506 482,59	5 261 724 275,97	6 298 230 758,56

Tableau A3.2 : Répartition par type de budget — S1 2026

TYPE D'ACTIVITÉ	DONS	PRÊTS	Total
Investissement	865 202 926,33	4 007 526 807,42	4 872 729 733,75
Prestation	171 303 556,26	1 254 197 468,55	1 425 501 024,81
Total général	1 036 506 482,59	5 261 724 275,97	6 298 230 758,56

نوع الميزانية	الهبات	القروض	المجموع
الإدارة (ميزانية الدولة)	878 797 767,91	4 021 928 357,79	4 900 726 125,70
المؤسسات العمومية	128 187 122,68	1 125 342 608,44	1 253 529 731,12
المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري	29 521 592,00	114 453 309,74	143 974 901,74
المجموع العام	1 036 506 482,59	5 261 724 275,97	6 298 230 758,56

الجدول 3.2: توزيع نفقات الاستثمار الممولة من الخارج حسب نوع الميزانية — النصف الأول 2026

نوع النشاط	الهبات	القروض	المجموع
الاستثمار	865 202 926,33	4 007 526 807,42	4 872 729 733,75
الخدمة (تقديم المصالح)	171 303 556,26	1 254 197 468,55	1 425 501 024,81
المجموع العام	1 036 506 482,59	5 261 724 275,97	6 298 230 758,56

الجدول 3.3: توزيع نفقات الاستثمار الممولة من الخارج حسب نوع النشاط — النصف الأول 2026